

# LE VACCIN ROR EN FRANCE

EHESP, Paris, 16 février 2018

## DISCUSSION AUTOUR DE L'OBLIGATION VACCINALE EN EUROPE

**CARLO SIGNORELLI, ANNA ODONE**

UNIVERSITE' VITA SALUTE SAN RAFFAELE DE MILAN

Chers confrères, Mesdames et messieurs,

Nous remercions sincèrement les organisateurs pour cette invitation. C'est un grand honneur pour nous de partager avec vous l'expérience récente de l'Italie dans le domaine de la politiques vaccinale, qui a vu un changement substantiel de direction à partir de l'année 2014. En tant que Président de l'Association Italienne d'Hygiène et de Santé Publique (SIItI) - avec les sociétés scientifiques de Pédiatrie et de Médecine Générale - j'ai eu l'honneur de contribuer à la rédaction du Plan National de Prévention Vaccinales 2017-19. J'ai donc suivi de près le processus d'approbation de la nouvelle loi qui a étendu les obligations de vaccination, aussi bien que les polémiques conséquentes et les premiers résultats dont nous parlerons dans cette présentation.

Nombreux pays européens sont concernés à différents niveaux par la question de la hésitation vaccinale. Ce thème a notamment été abordé déjà en 1998, avec la publication, en 1998, de l'étude de Wakefield, sur lequel le revue Lancet s'est rétractée au début de février 2010. Le phénomène s'est considérablement accru pour

plusieurs raisons, notamment la crainte croissante des parents pour les effets secondaires possibles des vaccins, alimentée par l'information rampante et incontrôlée sur le web et sur d'autres media digitales où une panoplie d'informations fausses et non scientifiques circule (*fake news*).

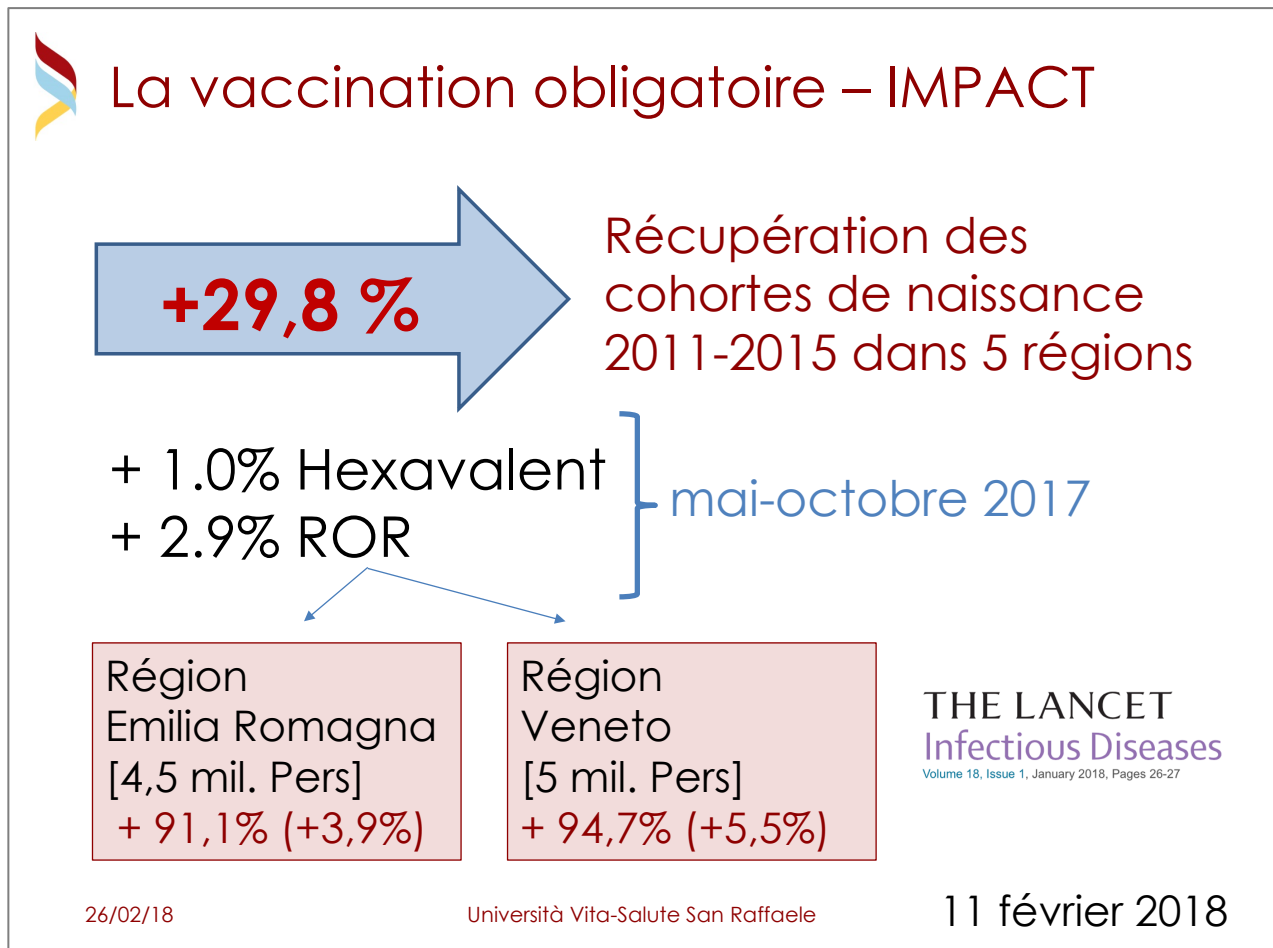
Le phénomène de l'hésitation vaccinal a été récemment quantifié en Italie sur un échantillon de 3.300 parents qui ont montré les résultats suivants : les parents classés comme très favorables («pro-vaccinations») sont le 83,7%, les «hésitants» le 15,6% et "contre la vaccination" seulement le 0,7%. Le risque vaccinal était la raison principale de préoccupation à la base du refus (38,1%) ou de l'interruption (42,4%) des cycles vaccinaux. Et c'est précisément sur les 15% d'hésitants que les initiatives récentes se sont concentrées.

L'Italie, sur la base entre autre d'une résolution du Conseil de l'Union européenne du 1er décembre 2014 (pendant la Présidence italienne), a adopté une série d'initiatives pour changer la perception des vaccinations dans la population avec l'approbation du Plan Prévention nationale de la vaccination 2017-19.

Le Plan a augmenté l'offre de vaccins gratuits à l'ensemble de la population, a formulé des hypothèses sur les sanctions à l'encontre des médecins du service public opposés aux vaccins. Le plan a aussi ouvert la voie à l'introduction de l'obligations pour les admissions scolaires.

Le déclin continu de la couverture vaccinale et une épidémie de rougeole en 2017, avec près de 5 000 cas et 4 décès en Italie, ont conduit le ministère de la Santé et le Parlement à voter une nouvelle loi au printemps 2017. C'est grâce à l'engagement personnel de la ministre de la Santé, Madame Beatrice Lorenzin,

que ces initiatives ont débouché sur des premiers résultats encourageants.



Merci pour votre attention.